

Financer des projets «éthiques»: un mouvement en plein essor

PAR AMÉLIE POINSSOT
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 27 FÉVRIER 2021

Placements « éthiques », plateformes de financement participatif, épargne «solidaire»... Plusieurs organismes, contactés par Mediapart, voient leurs activités progresser depuis le début du Covid. Les projets écologiques bénéficient de cet engouement.



Les Gobettes, en Normandie : une ferme de maraîchage biologique qui a bénéficié d'un financement collectif via la plateforme Bluebees. © Amélie Poinssot

Donner du sens à son argent, être plus regardant sur les activités de sa banque, chercher des alternatives cohérentes avec ses préoccupations écologiques et sociales: c'est ce que cherchent à faire de plus en plus de gens, si l'on en croit les chiffres de plusieurs organismes contactés par Mediapart.

2020, **année d'épargne exceptionnelle** en raison de la crise entraînée par le Covid, a aussi été, pour beaucoup, une année de prise de conscience. Une année où l'on s'est questionné sur le rôle de notre système de production dans l'émergence du virus, dans sa propagation. Une année où l'on a rêvé d'un «monde d'après» plus désirable. Une année où l'on a fait des choix de vie importants.

Difficile, voire impossible de quantifier ces changements. Mais il est quelques indices qui montrent que l'épidémie a un impact, dans les foyers relativement épargnés par la crise, sur la façon de dépenser son argent.

Chez Bluebees, plateforme de financement de projets agroécologiques, Aurélie Garrigues témoigne d'un engouement pendant le premier confinement. «Pendant cette période, les dons pour nos projets se sont accélérés», dit cette responsable de la

communication. Au total, sur l'ensemble de l'année, les dons ont augmenté de 26% par rapport à 2019. «Nous pensions que l'élan allait s'arrêter après le confinement. Mais cela s'est poursuivi: l'effet Covid est passé par là.»

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Certes, depuis sa création en 2014, Bluebees, qui finance des projets d'activité agricole sans aucun produit chimique *via* des dons de particuliers avec contreparties, est en plein développement. Mais sa croissance s'établissait en moyenne à 15%, pas au-delà.

De façon analogue, le nombre de campagnes de la plateforme est en train d'exploser: 130projets ont fait l'objet d'un financement participatif en 2020, contre 90 en moyenne les années précédentes. Principalement de l'aide au démarrage de maraîchages bio, mais aussi d'éco-lieux ou encore de magasins de producteurs en vente directe.«Depuis le début de l'année, plus d'une centaine de personnes nous ont déjà contactés pour monter un projet, poursuit Aurélie Garrigues. C'est du jamais vu.Nous prévoyons entre 180 et 200campagnes pour 2021.»

Du côté de la Nef, coopérative financièrequi propose entre autres des livrets «transparents», où les particuliers peuvent cibler les bénéficiaires de leur épargne suivanttroissecteurs – écologique, social ou culturel –, la progression est tout aussi frappante. «Nous avons connu une collecte record en 2020», souligne Philippe Pascal, responsable marché des particuliers.

Résultat : l'objectif initial de collecte de 100 à 130millions d'euros sur les livrets d'épargne a été largement dépassé. Ce sont près de 173millions d'euros qui ont été collectés, soit une hausse de 20% par rapport à 2019.

L'arrivée de nouveaux souscripteurs a été telle qu'en fin d'année, la Nef ne parvenait plus à traiter les dossiers en quelques jours comme elle le faisait auparavant. Des délais de six semaines étaient nécessaires pour faire face à l'afflux des demandes...

La hausse générale du taux d'épargne, de 14,5% du revenu temps normal à près de 20% en 2020 (la collecte du livret A a notamment été doublée à 26 milliards d'euros), ne peut expliquer à elle seule cette évolution. «*Beaucoup de nouveaux venus nous ont dit avoir eu du temps pendant le confinement pour réfléchir, se questionner sur ce qui était important, ce qui était essentiel*, raconte Philippe Pascal. *Ils nous ont dit avoir voulu passer à l'acte.*» Ce responsable en poste depuis une dizaine d'années ne cache pas sa propre surprise: «*Cette progression est incroyable*», lâche-t-il.

Étonnement partagé par Éva Sadoun, à la tête de Lita, plateforme d'investissement écologique et social née en 2015. «*Avec le confinement, nous nous attendions à un arrêt de l'investissement. C'est tout le contraire qui s'est passé. Entre mars et décembre 2020, nous avons collecté auprès des particuliers trois fois et demie ce que nous avions collecté en 2019.*»

Éva Sadoun s'en réjouit... mais face à un tel intérêt du grand public pour les placements «*éthiques*», elle regrette que le système bancaire actuel ne garantisse toujours pas aux épargnants la destination de leur argent. Les «*livrets de développement durable et solidaire*» (LDDS) proposés par les banques, par exemple, ne vont pas du tout vers ce à quoi les destine leur intitulé. Les montages sont différents selon les établissements mais, *in fine*, ce sont à peine 10% de ces placements qui vont vers la transition écologique.

«Les épargnants ont l'impression que leur argent va vers l'écologie ou l'économie solidaire, mais ce n'est qu'une étiquette!»

Or, poursuit la présidente et cofondatrice de Lita, «*le Covid a été une forme de révélateur des failles de notre système. Après avoir délocalisé le tissu productif, et notamment l'industrie pharmaceutique, on se rend compte qu'il faut relocaliser, qu'il faut développer des circuits courts alimentaires... Le succès des financements de Lita s'explique en partie par cette prise de conscience.*» Début février, en une heure seulement, la plateforme a collecté un million d'euros sous la forme d'obligations pour une entreprise qui va relocaliser entièrement une filière de productions d'amandes.

Cette tendance à la hausse des placements «*éthiques*» est moins spectaculaire du côté de la Maïf, mais l'assureur, qui propose depuis une dizaine d'années une gamme de produits d'épargne «*intégralement solidaire*» et entièrement traçable, a lui aussi observé une progression en 2020. Son contrat d'«*assurance-vie responsable et solidaire*» a vu le nombre de nouvelles souscriptions augmenter d'environ 1% sur l'ensemble de l'année par rapport à 2019, tandis que «*sur un marché de l'assurance-vie en baisse de 20%*», les fonds déposés étaient, eux, en hausse de 5%.

Boîte noire

Les personnes citées dans cet article ont été interrogées par téléphone entre le 25 janvier et le 8 février 2021. La Maïf nous a répondu par écrit, *via* son service de presse.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.